

Alors que le premier ministre sortant, Narendra Modi, est donné favori des législatives, la militante Teesta Setalvad alerte sur la dérive en cours dans la plus grande démocratie du monde. Interview

Menace théocratique sur l'Inde

MATTHIEU ROSSI, PROTEST INFO

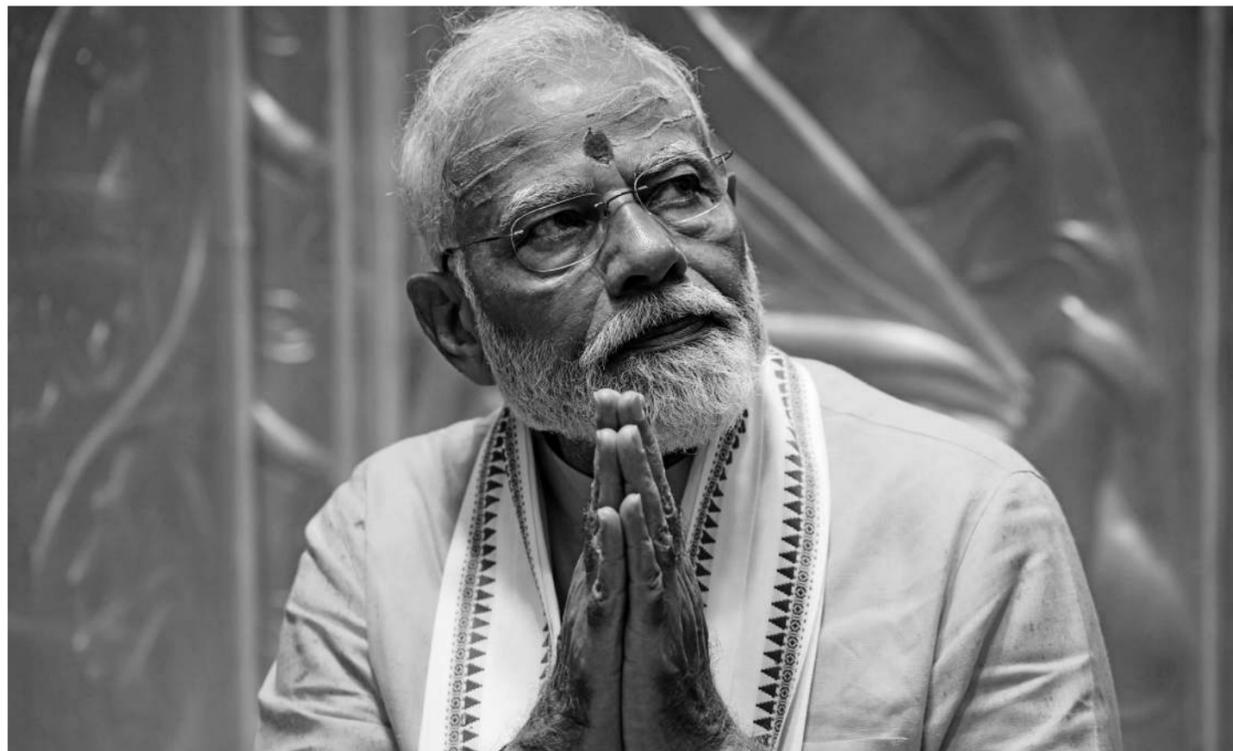
Elections ► En Inde, près de 970 millions d'électeurs et d'électrices sont appelés aux urnes pour les élections législatives qui se déroulent en sept phases du 19 avril au 1^{er} juin. Tandis que le premier ministre sortant, Narendra Modi, se présente pour un troisième mandat consécutif, l'opposition, une partie de la presse et de nombreux militants des droits de l'homme dénoncent une dérive illibérale du pouvoir. C'est le cas de la journaliste et écrivaine Teesta Setalvad, l'une des militantes des droits civiques les plus connues du pays. A 62 ans, la secrétaire de Citizens for Justice and Peace (CJP) – une organisation créée pour défendre les victimes des pogroms anti-musulmans du Gujarat en 2002 – s'inquiète de voir la démocratie pluraliste indienne devenir une théocratie hindoue autoritaire. Entretien.

Quels sont, selon vous, les principaux enjeux des élections qui se déroulent actuellement en Inde?

Teesta Setalvad: Pour beaucoup d'entre nous qui faisons partie des mouvements sociaux et des mouvements de défense des droits humains, cette élection n'est pas comme les autres. Il ne s'agit pas de savoir si l'opposition va gagner ou si tel ou tel parti va remporter le scrutin ou le perdre. En effet, cette élection représente une forme de lutte contre un état d'urgence non déclaré par le gouvernement.

Comment cela?

Ideologiquement, le régime actuellement au pouvoir ne croit pas en une Constitution républicaine et en un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Ce régime croit au gouvernement de la petite minorité religieuse d'hindous de la caste supérieure, à une citoyenneté séparée et à un renversement de la Constitution. Depuis dix ans, nous assistons à l'érosion totale de la gouvernance démocratique régie par le mandat constitutionnel d'égalité, de non-discrimination et de justice. C'est une guerre qui se déroule en ce moment même au sein de l'ensemble du système.



Pour accéder au pouvoir en 2014, Narendra Modi a joué sur la dimension ethno-religieuse, en appelant tous et toutes les hindou-es à s'allier contre la population non hindoue. KEYSTONE

De quelle manière cette érosion démocratique se manifeste-t-elle?

Nous avons ainsi constaté de très nombreux cas d'exclusion et de violence. L'ensemble du cadre institutionnel s'en trouve affecté: l'exécutif, le législatif ainsi que l'appareil de maintien de l'ordre, soit la police et les paramilitaires, ainsi que la manière dont ceux-ci fonctionnent vis-à-vis de la population. Ce régime – je ne l'appelle pas gouvernement, mais régime – a dirigé le pays grâce à une mili-

tarisation, une instrumentalisation des lois indiennes et notamment l'utilisation abusive et la manipulation de lois antiterroristes et anticorruption comme la Prévention du blanchiment d'argent (PMLA) et la Prévention des activités illicites (UAP).

Comment expliquez-vous ce phénomène?

Cela n'est pas nouveau, mais c'est au cours des dix dernières années et des deux mandats du premier ministre Narendra Modi que cela a pris toute son ampleur. Cela est en grande

La religion, un habile levier

La religion a été (et est toujours) un levier puissant dans la trajectoire du Parti du peuple indien (BJP) et celle de son Premier ministre Narendra Modi, comme l'expose Christophe Jaffrelot dans *L'Inde de Modi, national-populisme et démocratie ethnique* (2019). Le politologue spécialiste du sous-continent indien, directeur de recherche au CNRS, y montre comment, pour atténuer la polarisation sociale qui prive le BJP du vote des classes pauvres et accéder au pouvoir en 2014, Modi a joué sur la dimension ethno-religieuse, en appelant tous et toutes les hindou-es à s'allier contre la population non hindoue. Au premier chef, contre la population musulmane. La Constitution indienne de 1950 accordant à toutes les religions des droits égaux, il fallait que l'Inde devienne une «nation hindoue» de fait, explique Christophe Jaffrelot.

Les évolutions documentent ainsi les évolutions de la «démocratie ethnique» qu'est devenue l'Inde depuis 2014, soit une démocratie dont les différentes populations n'ont pas les mêmes droits. Des campagnes de conversion, par exemple, sont menées pour ramener à la vérité des hindouistes passés au christianisme ou à l'islam. Le Parti du Congrès, qui défend le sécularisme, est désigné non pas comme un adversaire politique mais comme un ennemi de l'Inde. Les récits mythologiques indiens sont présentés comme des faits historiques dans les manuels scolaires révisés. Même le Taj Mahal est ciblé: construit par l'empereur moghol musulman Shâh Jahân, il est éclipsé des brochures touristiques. La destruction de la mosquée de Babri, dans l'Uttar Pradesh, avait déjà été un thème majeur de la campagne du BJP lors des élections législatives de 1989.

Ces évolutions puisent dans l'idéologie du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), fondé en 1925 pour renforcer l'identité hindoue. Le premier ministre indien actuel, tout comme Ram Nath Kovind, président de l'Inde de 2017 à 2022, en sont proches, le premier y ayant même occupé un poste élevé.

Dans les années 2010, la branche médicale du RSS, Arogya Bharati, a lancé un programme médico-spirituel basé sur l'ayurvéda. Pour que les couples hindous mettent au monde des enfants au QI important, grands et à la peau claire. Selon un article de 2017 du *Indian Express*, ce programme a été étendu à tous le pays dès 2015. Le RSS joue aussi un rôle actif dans les violences exercées contre des chrétiens et des musulman-es.

DOMINIQUE HARTMANN

partie dû à l'idéologie du parti de Modi, le Bharatiya Janata Party (BJP), inspirée par le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS).

Que sait-on de cette milice paramilitaire hindoue?

Cette organisation, qui fête ses 100 ans l'an prochain, croit fondamentalement à la ségrégation de la citoyenneté. Elle croit aussi, et elle l'a écrit, que les musulmans, les chrétiens et les communistes sont les ennemis internes de la nation hindoue vue comme leur idéal. Tout ce que les nationalistes hindous mettent en œuvre lorsqu'ils sont au pouvoir a pour but d'invisibiliser les minorités religieuses, de les prendre pour cible, de s'assurer qu'elles n'aient pas la possibilité de s'exprimer, qu'elles ne bénéficient pas des droits naturels, et ainsi ne soient égaux et dignes de la citoyenneté. Je le dis avec un certain sens des responsabilités et d'humilité: les minorités religieuses en Inde vivent dans un sentiment d'aliénation et de peur. La menace de voir l'Inde passer d'une démocratie constitutionnelle républicaine à une théocratie autoritaire est bien réelle.

Narendra Modi a d'ailleurs eu des mots très durs envers la population musulmane...

En effet, le 21 avril, le premier ministre a utilisé les analogies les plus déplorables non seulement pour dire des contre-vérités sur les minorités religieuses – mais aussi pour faire ce qu'il fait le mieux, c'est-à-dire diaboliser et stigmatiser les musulmans, la plus grande minorité religieuse de l'Inde. Ce sont des insultes qui divisent et sont indignes de la position de premier ministre d'un pays pluriel aussi diversifié et merveilleux que le mien. Je pense qu'il a malheureusement, parfois réussi cela dans le passé dans son Etat natal du Gujarat, en utilisant ce même langage...

Quel est votre espoir?

Lors des premiers tours des élections, il n'y a pas eu de véritable réaction ou d'enthousiasme pour ce genre de discours de haine. C'est encourageant. Par ailleurs, l'opposition se réveille enfin de manière significative. C'est ce qui ressort des premiers résultats, même s'il faut encore rester prudent. I

Loft chrétien au chalet

Websérie ► Huit filles et garçons de 16 à 24 ans confrontent leurs croyances dans «Il était des fois». Cette série de six épisodes traite d'avortement, d'homosexualité, d'abstinence, autant que de recours aux saint-es ou de prière.

Catholique, protestant, évangélique, ces distinctions ont-elles encore cours dans un contexte sécularisé? Assurément, démontrent huit jeunes de Suisse romande, qui se sont retrouvés dans un chalet, le temps d'un week-end, pour échanger et s'interpeller sur leurs confessions respectives et confronter leurs points de vue, autant que leurs préjugés mutuels. Le premier épisode a été diffusé le 21 mai. Les discussions

ont eu lieu autour du feu ou au salon, elles sont respectueuses et animées. L'une des jeunes femmes présentes salue d'ailleurs la qualité de l'écoute qui permet une «dynamique de discussion, pas de débat». Dans la Trinité, qui est la figure privilégiée? Le Père, pour les uns, tandis que les autres s'adressent plutôt au Fils. Voire aux saint-es: loin des idoles et des prophètes, les deux catholiques y voient des modèles «accessibles», humains. La discussion roule aussi sur les formes que prend la foi. Le culte, la messe, comment ça se passe? Quelle est la différence entre l'eucharistie catholique et la Sainte Cène protestante? Comment tu pries, toi? La foi

à bâtons rompus en somme, vivante et spontanée.

Chaque épisode dure entre cinq et six minutes environ. Un nouvel épisode sera diffusé chaque mardi jusqu'au 19 juin. La série est destinée à toute personne (croyante ou non), curieux de voir qui sont ces jeunes qui croient aujourd'hui et quelles sont les questions qui les touchent. Le projet a été coproduit par Cath-Info, Médias-pro, DM (département protestant des Missions) et la FREE (Fédération romande des Eglises évangéliques).

DHN

Diffusion sur www.iletaitdesfois.ch

Action de Carême: un soutien indispensable

Entraide ► L'année dernière, grâce à ses activités dans quatorze pays, Action de Carême a touché directement quelque 639 000 personnes, dont 58% de femmes. «Au total, plus de 2,7 millions de femmes, d'hommes et d'enfants dans les pays du Sud ont pu améliorer leurs conditions de vie» indique l'œuvre d'entraide. En collaboration avec des réseaux de familles paysannes, des groupes de solidarité, des organisations ecclésiastiques et de la société civile, Action de Carême a renforcé les communautés villageoises par le biais de 347 projets axés sur l'accès à une alimentation saine et en suf-

finance mais aussi sur l'application de méthodes de culture durables. Elle a aussi fourni une aide d'urgence à des populations frappées par la faim, par des événements climatiques extrêmes ou des actes terroristes.

Les comptes 2023 de l'Action de Carême se soldent par un résultat négatif de 728 000 francs pour un total de dépenses de 23,77 millions de francs, indique le 23 mai 2024 un communiqué de l'œuvre catholique d'entraide. Neuf francs sur dix vont au soutien des projets.

CATH.CH